

parce qu'il est très difficile d'abolir la guerre.

La suppression de la guerre exigerait de durs renoncements au plan de la souveraineté nationale. Mais le principal obstacle à la compréhension de la situation tient à ce que le terme «humanité» semble vague et abstrait. L'homme a peine à réaliser que c'est sur lui, de même que sur ses enfants et petits-enfants que pèse le danger et non seulement sur une humanité qu'il se représente mal. Il ne peut se résoudre à admettre qu'il vit personnellement, comme ses proches, sous la menace imminente d'une mort terrible... Il faut apprendre à nous interroger non pas sur les mesures à prendre pour donner la victoire militaire au camp que nous favorisons, car nous n'en sommes plus là, mais plutôt sur les moyens de prévenir un affrontement militaire dont l'issue sera inévitablement désastreuse pour toutes les parties.

Le débat est tellement vaste et l'esprit militariste si fortement ancré qu'on a oublié de se poser cette question. Depuis l'administration Johnson aux États-Unis, pas un seul fonctionnaire de Washington n'a été chargé d'étudier la possibilité d'un désarmement général et complet. Le président Gerald Ford a déclaré récemment: «Si nous signons un accord intéressant (avec les Soviétiques), nous aurons enrayé la prolifération des armes stratégiques pour les sept à dix prochaines années». Il a ainsi condamné implicitement une autre génération à vivre dans la crainte d'une catastrophe universelle provoquée par l'homme, ce qui, à notre époque, équivaut à un désastre, même si l'on évite ainsi une guerre nucléaire.

Car ces préparatifs de guerre, toujours plus intenses, mobilisent une main-d'œuvre spécialisée et des ressources matérielles peu abondantes qui font désespérément défaut à d'autres secteurs. Une étude digne de foi a révélé récemment que les dépenses mondiales en matière de recherche et de développement militaires s'élevaient à 25 milliards de dollars par année, c'est-à-dire environ quatre fois le montant consacré à la recherche médicale. Plus de 400 000 hommes de science et ingénieurs, environ la moitié de la main-d'œuvre technique mondiale, s'occupent actuellement à améliorer les armes existantes et à en créer de nouvelles. Les débours mondiaux au chapitre des armements se chiffrent à 210 milliards de dollars par année, soit environ l'équivalent du total des revenus de la moitié la plus pauvre de l'humanité. Le taux d'augmentation des dépenses militaires est fonction de la technicité croissante des armes, ce qui explique que les

«investissements» mondiaux en armements aient doublé depuis 1950.

Ces chiffres sont probablement inférieurs au coût réel du matériel de guerre, si l'on tient compte de la mise de fonds nécessaire à l'établissement d'usines d'armement moderne. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, il n'existait que cinq grands producteurs d'armes: les États-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, la Suède et le Canada. De nombreux pays en développement se sont récemment joints à eux, mais au détriment de leurs économies nationales. Le dernier à atteindre une quasi autarcie au chapitre de la production d'armes est l'Inde. Ce pays s'est d'ailleurs également doté de l'arme atomique par le biais d'un programme «pacifique» d'énergie nucléaire mené avec l'aide du Canada et il a levé la troisième plus importante armée au monde, avec plus d'un million d'hommes sous les drapeaux.

Des représentants des gouvernements qui gaspillent une part colossale de deniers publics et mettent en danger votre vie et la mienne ont participé à des conférences mondiales sur des problèmes universels tels que la pollution de l'environnement, la pénurie de nourriture, le chômage généralisé et le caractère sordide de la vie dans les mégalo-poles. D'un commun accord, on évite, lors de ces rencontres en vue de trouver une solution globale à des problèmes spécifiques, d'étudier sérieusement le parasitisme de l'appareil militaire et à la fin, on conclut par des résolutions demandant une concentration des efforts, émaillées d'expressions de regrets devant la rareté des fonds disponibles à cette fin. Ces conférences obtiennent certains résultats secondaires, par exemple l'augmentation récente des quantités de fertilisants fournies aux pays en développement à la suite de la Conférence de Rome sur l'alimentation, en dépit de la hausse des prix du pétrole. Mais c'est bien peu en regard de l'étendue des problèmes à résoudre ou de la capacité réelle de production de l'humanité.

Cet été, il est ressorti de la Conférence mondiale sur l'emploi tenue à Genève qu'il n'y avait jamais eu autant d'indigents que maintenant, après la rapide croissance économique universelle que nous avons connue. Au début des années 70, environ 700 millions de personnes vivaient dans un dénuement presque total et 500 millions souffraient de faim chronique. Environ 300 millions étaient sans emploi ou travaillaient à des salaires de famine. Au cours des 25 prochaines années, 800 millions de personnes, c'est-à-dire l'équivalent de la population actuelle de la Chine, viendront